

# 13<sup>e</sup> ANTICAPITALISTE

Chômage, précarité, austérité : l'ambiance est morose pour les classes populaires. Hollande, après avoir renié ses promesses défend les intérêts des patrons et des rentiers. Il coupe dans le budget de l'État et agite l'épouvantail de la dette publique pour nous faire accepter ses attaques, comme l'augmentation de la TVA. Le « président des patrons » promet encore des allègements de charge avec son « pacte de responsabilité ». Cela aggravera le trou de la Sécu, et justifiera demain de réduire un peu plus les droits sociaux.

Pourtant il y a bien de l'argent pour des guerres néo-coloniales en Afrique. Le but de celles-ci n'est pas de défendre les populations mais de rétablir l'ordre dont ont besoin les entreprises françaises dans la région. Ceux qui pillent là-bas, ce sont les mêmes qui licencient et exploitent ici.

Pour mieux faire passer cette politique, ce gouvernement montre du doigt les immigrés, les musulmans, les Roms. Mais toutes les gesticulations de Valls ne nous feront pas oublier que ce ne sont pas les immigrés qui licencient ou qui suppriment des emplois dans les services publics. Toutes ses déclarations n'ont qu'un but : faire diversion, nous diviser.

Cette politique se décline aussi au niveau de la Ville de Paris. Sur fond d'inégalités sociales qui s'aggravent, la majorité sortante (PS-EELV-Front de Gauche) applique les mêmes recettes. Par exemple, en licenciant des centaines des précaires de la Ville de Paris.

La situation du logement est critique et des milliers de travailleuses et de travailleurs ne peuvent se loger ou sont obligés de vivre dans des conditions indignes. Le nombre

de HLM est toujours insuffisant. La municipalité mène une politique de partenariat public-privé, où les logements sociaux créés servent de prétexte à de juteuses opérations pour les promoteurs.

Les attaques continuent aussi contre les services publics. Dans la santé, des fermetures d'hôpitaux sont planifiées, les unes après les autres, avec comme seule optique la réduction des dépenses. Dans les écoles, la réforme des rythmes scolaires dégrade les conditions de travail et augmente les inégalités sociales entre les quartiers.

Tout cela n'a rien d'inévitable, des résistances contre cette politique sont possibles. En Grèce, au Portugal, en Espagne, les travailleurs sont descendus dans la rue contre l'austérité. En France, le NPA a décidé de présenter des listes aux élections municipales pour exprimer la colère de tous ceux qui ne se résignent pas. Voter pour le NPA et envoyer des élus anticapitalistes dans les conseils municipaux sera un encouragement aux mobilisations sociales, seules solutions pour arrêter le rouleau compresseur de l'austérité et des licenciements.

Lors de ces élections, nous nous adressons à tous, travailleuses et travailleurs, chômeurs, précaires, jeunes, immigrés. Ceux qui souffrent de ce système et aspirent à un changement radical. Le NPA vous propose des mesures d'urgence mais aucune solution ne se fera sans votre engagement actif, sans une mobilisation massive, sans un parti radicalement anticapitaliste. C'est pour ces raisons que nous vous demandons de nous aider, par exemple par un don, en participant à nos distributions de tracts ou en participant à nos listes.



Guillaume Biojout  
Cheminot, 25 ans  
Tête de liste dans le 13<sup>ème</sup>



[www.npa2009.org/souscription](http://www.npa2009.org/souscription)



# ÉDUCATION

## RYTHMES AND BLUES SCOLAIRES

À quelques mois des élections municipales, le mouvement pour l'abrogation du décret Peillon ne semble pas vouloir s'arrêter. À Paris, où les enseignantEs avait fait de nombreuses journées de grève et des rassemblements, l'année 2013 s'est achevée par une grève de 30% des professeurs des écoles (42% nationalement).

Mais les enseignants sont loin d'être les seuls concernés : animateurs, éducateurs, assistantes maternelles et parents se mobilisent. Y compris certains maires tirent la sonnette d'alarme. En effet, après quatre mois d'expérimentation du décret, les constats sont accablants : enfants fatigués, conditions d'apprentissage des élèves dégradées de même que les conditions de travail pour l'ensemble des personnels : enseignants et agents territoriaux.

Concernant les élèves, un questionnaire réalisé sur une école en ZEP du 13ème donne quelques éléments de réponse. « Si on résume ces résultats : les parents constatent une fatigue accrue des enfants mais sont contraints de les mettre aux activités périscolaires à cause des horaires. Un parent sur cinq voit un intérêt à ces activités alors qu'un sur trois n'y voit pas d'intérêt et que la moitié ne se prononce pas . » Enfin, trois parents sur quatre auraient préféré rester à la semaine de quatre jours.

Casser le service public d'éducation, l'UMP n'a eu de cesse de le faire pendant 10 ans. La réforme Peillon-Delanoë ne remet absolument pas en cause une telle politique. Au contraire, elle accentue le transfert des missions d'enseignement aux communes, aggrave les inégalités territoriales, crée une confusion entre scolaire et périscolaire et laisse le champ libre au clientélisme municipal...

En résumé, cette réforme ne répond aux intérêts ni des élèves, ni des familles, ni des personnels. Pire : elle est inefficace contre l'échec scolaire. Le débat sur les rythmes scolaires ne peut être séparé d'une réflexion de fond sur une école émancipatrice. Les enjeux sont multiples pour les élèves de la maternelle à l'université, pour leur famille et l'ensemble de la société, ainsi que pour tous les personnels de l'éducation et agents territoriaux.

**Abrogation du décret sur les rythmes scolaires !**

**Une autre école est possible !**

1. Extrait de tract parents/enseignants.



## Un programme

### Anticapitalistes (extraits) :

- **Education** : pas plus de 25 élèves par classe
- **Emploi** : Interdiction des licenciements - Pas un salaire en dessous de 1700 euros nets
- **Santé** : Pas une fermeture d'hôpitaux !
- **Logement** : Baisse et blocage des loyers - Réquisition des logements vides

# EMPLOI

## INTERDICTION DES LICENCIEMENTS !

Il faut en finir avec cette situation absurde où le chômage se développe d'un côté alors que du côté de ceux qui ont un emploi les surcharges de travail se généralisent. Ainsi à Paris en un an le chômage a augmenté de 6% et même + 10% pour les chômeurs de longue durée.

De l'autre côté les surcharges de travail sont telles que c'est même devenu officiel. Par exemple pour les hôpitaux, la Commission européenne a lancé une procédure d'infraction contre la France à laquelle elle reproche de ne pas respecter les temps de repos des médecins hospitaliers. De même, les infirmières dénoncent des semaines de travail de 60 heures.

Partout la situation de crise est utilisée par les dirigeants pour rogner sur les intérêts des travailleurs, au lieu d'aller chercher les vrais responsables, en particulier les actionnaires qui touchent des dividendes qui ont été multipliés par 5 en 30 ans. Seule la réaction des salariés, avec ou sans emploi, permettra de mettre fin à ces injustices. Le chemin nous est montré par exemple par les guichetiers de la poste Chateau-Rouge qui, en novembre dernier, ont réussi à stopper la baisse de leurs effectifs grâce à leur mobilisation et à trois jours de grève.

# NOTRE SANTÉ VAUT PLUS QUE LEURS PROFITS !

Le formidable essor de ces dernières décennies en matière de santé publique trouve sa source à la fois dans les progrès de la médecine et surtout dans la mise en œuvre d'un système de protection inaugurée par la Sécurité Sociale et l'hôpital public. Celui-ci a en effet ouvert l'accès de ces progrès scientifiques à toutes et à tous.

Mais depuis que les attaques des gouvernements de droite comme de «gauche» se multiplient les conséquences sont là : pour la première fois depuis des années, l'espérance de vie des femmes est en recul et l'écart s'accroît pour l'espérance de vie en bonne santé entre ouvrier-e-s et cadres supérieurs.

Bref, les ravages d'une politique qui instaure une santé à deux vitesses sont démontrés. Mais en quoi concernent-ils la politique municipale ?

D'une part celle-ci est solidaire et doit donc assumer les choix gouvernementaux et d'autre part ses propres orientations en la matière sont condamnables. N'est-elle pas à la manœuvre à l'APHP pour liquider par exemple l'Hôtel Dieu ? Avec à la baguette JM Leguen président du conseil d'administration APHP et élu du 13 ! Et la mairie du 13 n'avait-elle pas laissé la Générale de Santé s'emparer de l'hôpital de la Croix Rouge il y a quelque temps ?

Les attaques contre le centre de santé du Moulinet, les menaces contre la Pitié Salpêtrière (voir ci-contre) ont mobilisé nombre d'habitant-e-s et de salarié-e-s du 13 dont les militant-e-s du NPA. Ce sont elles et eux que vous retrouverez sur la liste anticapitaliste.

## CENTRE DE SANTÉ DU MOULINET

Moulinet n'a pas fermé. St Victor dans le 5 a réouvert récemment. Ces résultats sont le fruit d'une action opiniâtre qui a rassemblé les usagers de ces deux centres pendant plusieurs années. Mais les dégâts sont réels. Des licenciements et des spécialités liquidées à Moulinet et toujours ces menaces sur l'avenir qui pèsent sur les salariés et sur la confiance des patients.

Mais comment se sont positionnés les uns et les autres pendant ces années de combat ? L'UMP et le FN étaient aux abonnés absents. Le maire J Coumet s'est fendu d'un communiqué en faveur de Moulinet pendant que JM Leguen justifiait la disparition des centres de santé publics pour promouvoir les maisons médicalisées privées. Chercher l'astuce !

Des élu-e-s anticapitalistes à la mairie du 13 permettraient de renforcer le combat à venir pour les centres de santé.



## PITIÉ-SALPÊTRIÈRE

Déjà sous les feux de la politique gouvernementale de santé, l'hôpital public est aussi menacé par la spéculation immobilière. L'exemple de l'Hôtel-Dieu est parlant : la direction de l'APHP veut s'y installer pour réaliser une opération sur l'avenue Victoria. On peut penser également que l'attrait du site historique de la Cité n'est pas pour rien dans la motivation : dehors les malades, place aux bureaucrates !

La Salpêtrière est-elle la prochaine dans le collimateur ? Evidemment les bâtiments historiques doivent faire des envieux. Ainsi que les milliers de m2 qui bordent les voies ferrées entre les deux boulevards. Dehors les écoles d'infirmières et de cadres, dehors les ambulances et les services d'entretien et de maintenance, dehors la blanchisserie centrale de l'APHP..

Pour stopper ces projets plusieurs actions se sont déroulées notamment en 2011 avec un rassemblement devant la mairie suivi d'un conseil municipal ouvert dans lequel le maire a laissé le soin à son adjoint PC de défendre le projet.

## DÉFENDRE LE DROIT À L'AVORTEMENT !

Les catholiques intégristes se sont déplacés vers chez nous. Depuis des années ils sévissaient à l'hôpital Tenon (20ème) ou ils tentaient d'intimider patientes, infirmières et médecins en s'appuyant sur la tentative de fermeture du centre IVG par l'APHP. Tentative fort heureusement mise en échec par les mobilisations locales. Du coup ils prétendent, à Port Royal, faire le même cirque (notamment prières de rue mais aussi agression et intimidation vers les patientes et le personnel). Opération que nous avons bloquée en décembre par une contre-manifestation à laquelle ont participé des militant-e-s du NPA.

# DROIT AU LOGEMENT POUR TOUTES ET TOUS !

Après la grosse opération qui a permis de livrer aux requins de l'immobilier toutes les rives de Seine depuis Austerlitz jusqu'à Ivry, d'autres mauvais coups, certes plus modestes, sont en cours ou envisagés. Là encore dominant bureaux et appartements hors de prix. Les quelques logements vraiment sociaux, les équipements comme maison de retraite ou foyer étudiant font figure d'alibis.

Parmi les mauvais coups en route, les terrains SNCF place de Rungis offerts à Vinci qui vend des appartements entre 350 000 € et 1,5 millions d'€ ! Ceux de la RATP face au square Le Gall offert à la Cogedim, prix du m<sup>2</sup> inconnu mais la pub ne laisse aucun doute. Et voilà ce qui s'annonce, démolir la cité P Bourget (porte d'Italie), 100% logement social pour passer à 40% de social mais avec un hôtel et 10800 m<sup>2</sup> de bureaux ! Autre très gros morceau avec les terrains de la Salpêtrière (voir article rubrique santé). Ajoutons les réhabilitations qui sont l'occasion de faire flamber les loyers alors que Paris Habitat aurait dû, depuis des années, effectuer les travaux d'entretien.

Dans ces conditions les milliers de mal logés, pourtant classés prioritaires, ne sont pas près de trouver un logement à Paris.

## ENTOURLOUPE : LES MYSTÈRES DES APPELLATIONS NON CONTRÔLÉES

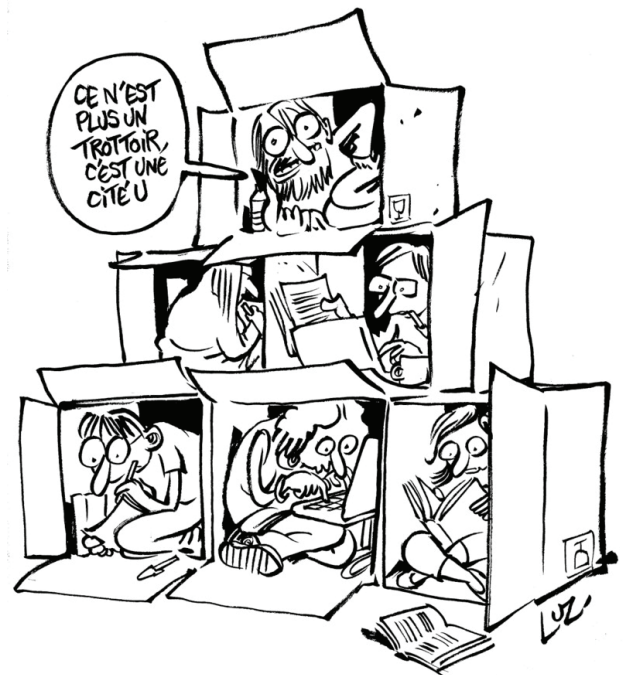
Il y a quelques années les choses étaient claires : le HLM (ou HBM) c'était du logement social, l'ILN était destiné aux cadres, enseignants du supérieur... Tout cela était financé par le 1% des entreprises ou par l'argent des livrets A de la caisse d'épargne. Ce qui permettait des constructions à des coûts abordables.

Depuis 1993 avec l'abandon de ce système et l'adoption de l'aide à la personne, la tendance est l'alignement «sur le prix du marché». Traduire ce qu'impose Vinci, Bouygues et autres requins.

Du coup les loyers abordables sont une infime minorité dans ce qu'ils baptisent maintenant logement social. Le tout dissimulé dans de multiples appellations qui permettent à Hidalgo et son équipe d'agiter des statistiques séduisantes et promettre monts et merveilles.

## DAVIEL L'UNION FAIT LA FORCE

L'annonce, par la mairie, de la réhabilitation des 800 logements du groupe Daviel Glacière était assortie de l'obligation d'accepter une rehausse des bâtiments de quatre étages. Le tout en milieu occupé (stress garanti...) et avec à la clé des augmentations de loyer. Malgré l'action des locataires, le chantage de la mairie a fonctionné. Reste une chose, l'association existe, l'action collective a montré que beaucoup de locataires ne restent pas passifs. Et cela va être utile pour la suite. Mais attention, comme toujours des bruits sont répandus pour diviser. Alors ne pas se tromper d'adversaire, car ce n'est pas la famille nombreuse, le retraité français ou immigré qui sont responsables de la situation. Mais une politique et ceux qui la servent à la mairie et à la direction de Paris habitat. Paris habitat qui depuis 50 ans n'entretient pas le groupe et qui pourtant a encaissé des loyers dont une part est officiellement provisionnée pour ce genre de travaux.



## SI VOUS VOULEZ QUE CA CHANGE, AIDEZ-NOUS !

✓ Par un don, même modeste : les bourgeois ont récolté 11 millions d'euros en 3 semaines pour la bande à Sarko, il nous faut un million d'ici la fin de l'année...

✓ En participant à la distribution de tracts dans votre quartier, votre groupe d'habitants...

✓ En organisant chez vous une réunion avec quelques amis et connaissances, où quelqu'un du NPA viendrait discuter et échanger.

✓ En participant à nos listes pour défendre ce programme lors des élections de mars prochain.



**Prendre contact : [contact@npa-paris13.org](mailto:contact@npa-paris13.org)**